



L'Etat, les banques, Hersant et Rossel :

L'emploi devrait payer les dettes et le nouveau groupe

L'Etat stratège, qui a pris le pouvoir sur la presse d'information générale, organise en toute connaissance de cause l'exil fiscal de Philippe Hersant vers la Suisse. C'est à Bercy, au Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) que les banques ont démantelé le Groupe Hersant Média contre un abandon de créance de 50 millions d'euros. C'est du moins ce que dit la presse !

Cela doit permettre aujourd'hui, la signature d'un accord de création d'une nouvelle société, détenue à 50 % par Rossel et 50 % par GHM. Cette société donnera naissance au troisième groupe de presse quotidienne régionale avec plus de 900.000 exemplaires vendus et 500 millions de chiffre d'affaires annuels. Cette nouvelle société devrait voir le jour le 1^{er} janvier 2012.

Le démantèlement du groupe GHM permet aussi à Rossel de faire ses courses au rayon découpe. En effet, Paris-Normandie est exclu à ce jour de la nouvelle entité. Philippe Hersant, royal, rachètera en nom propre les 22 % de participation de GHM dans ses journaux suisses ! Philippe Hersant et sa famille rachèteront le golf de Nantilly (Eure) ! Selon La Tribune, Philippe Hersant serait la 37^e fortune française exilée en Suisse.

Resteront à rembourser 50 millions d'euros aux banques, l'accord entre Rossel et GHM prévoit que celui-ci se fera sur les cash-flows dégagés par la nouvelle société. Cet accord sous l'égide et la complicité de l'Etat, porte donc, en son sein, un vaste plan de restructurations, de licenciements, alors que Philippe Hersant est loin d'être en faillite personnelle.

Quid du pluralisme de l'information, de sa qualité, dans cette affaire ? Apparemment ce ne serait pas le sujet ! Pourtant c'est aussi de cela dont il s'agit au premier chef. L'Etat stratège, avec la complicité des patrons de presse, organise la concentration, l'uniformisation de l'information afin de répondre au seul critère libéral de la rentabilité.

La FILPAC-CGT appelle ses syndicats, dans l'ensemble des entreprises à engager la bataille de la défense de l'information de qualité et pluraliste, garant d'emplois ! A opposer aux plans de restructurations à venir des projets de développements de l'offre éditoriale sur tous supports, de diversification des activités... Car les uns ne peuvent être considérés comme du bétail changeant dans une nuit de propriétaire et les autres entrer pour toujours à Pôle emplois.

Montreuil, le 6 décembre 2011